

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Campagne électorale, manoeuvres syndicales... LA BOURGEOISIE SABOTE LA COLERE OUVRIERE

Les prolétaires ont toutes les raisons de se battre, face aux attaques incessantes qu'ils subissent et face à la dégradation accélérée de leurs conditions de vie. La bourgeoisie le sait parfaitement. C'est pourquoi elle exploite actuellement la montée de la combativité ouvrière pour l'embarquer dans des impasses. Elle multiplie les manoeuvres pour dévoyer la colère des ouvriers, non seulement en France mais aussi, de façon plus massive et spectaculaire encore en Italie (lire article page 3).

La classe dominante exploite même les effets de sa propre décomposition, depuis les divisions de la droite jusqu'au scandale des affaires de corruption politique (voir page 5) pour attirer les prolétaires dans la mobilisa-

tion pour la défense de la démocratie et les pousser à déjouer leur hargne dans le grand cirque électoral.

C'est pour cela qu'elle cherche à reconstituer une idéologie de gauche. Ainsi, le récent congrès du PS à Liévin a-t-il été l'occasion pour ce parti de tenter de se redonner une coloration ouvrière à travers l'organisation d'une solennelle cérémonie avec dépôt de gerbes de fleurs, sous l'égide de Mitterrand en personne, à la mémoire des mineurs tués par un coup de grisou il y a vingt ans comme à travers de régnantes déclarations de cet acabit : *«pour nous, socialistes, la classe ouvrière existe toujours et nous lui sommes fidèles»*. Et toutes les chaînes de télévision étaient présentes à la fin

du congrès pour filmer les participants, debout, en train d'entonner à pleins poumons «L'Internationale».

On a également vu ces dernières semaines le PS et le PC (et souvent à l'initiative de ce dernier au nom de son «pacte unitaire pour le progrès»), main dans la main, multiplier les rencontres communes et évoquer, comme au «bon vieux temps», la touchante perspective d'une «nouvelle union de la gauche».

Mais surtout la bourgeoisie a entrepris d'entraîner un maximum d'ouvriers à entrer en lutte derrière les syndicats.

Depuis la grève à Péchiney-Dunkerque jusqu'à celle d'Alstom-Belfort (voir page 3) en passant par la journée

d'action FO-CGT du 23 novembre, les ouvriers ont été poussés à suivre les syndicats pour n'importe quoi. Le partage du «gâteau des bénéfices de l'entreprise» dont toutes les fractions bourgeoises se gargarisent, du patronat aux trotskistes de «Lutte Ouvrière» (qui titrait avec une belle démagogie *«ils ont de quoi payer des pots-de-vin et ne pourraient pas augmenter les salaires ?»*) ? Foutaises ! Ce sont les attaques et la paupérisation croissante et non la mythique santé des entreprises qui poussent le prolétariat à engager le combat dans le capitalisme en crise. La défense du service public ? Pure mystification pour empêcher les ouvriers de se battre tous ensemble ! Permettre à ses syndicats d'occuper le terrain social, voilà la raison du grand battage de

la bourgeoisie sur la reprise des luttes revendicatives.

Et qu'ont fait les syndicats ? Ils ont précipité les ouvriers dans la défaite la plus large et amère, comme chez Alstom, ils ont dévoyé et épuisé leur combativité, ils ont suscité les pires divisions des prolétaires entre eux à tous les niveaux.

Oui, les prolétaires doivent entrer en lutte, ils n'ont pas d'autre choix dans un monde capitaliste qui ne leur réserve que toujours davantage d'attaques et de misère. Mais ils doivent particulièrement se méfier des actions radicales des syndicats et tirer les leçons des défaites dans lesquelles ceux-ci les ont toujours embarqués. Ils doivent rejeter le piège de l'enfermement dans l'entreprise ou dans le secteur qui ne peut les pousser que vers la défaite et la démoralisation.

La classe ouvrière doit éviter à tout prix de foncer tête baissée dans les chausse-trappes que lui tend la bourgeoisie. Elle doit se détourner résolument de tous ces chants de sirène qu'ils viennent de la droite, de la gauche, des syndicats. Ce n'est ni sur le terrain électoral ni derrière les syndicats qu'elle pourra se défendre. Pour développer sa force et son combat, elle ne peut compter que sur elle-même, sur sa solidarité et son unité la plus large possible dans la lutte.

CB

BOSNIE

LES GANGSTERS IMPERIALISTES SEMENT LA MORT

Chaque jour plus fort, chaque jour avec plus de certitude et de violence, la mort frappe dans l'ex-Yougoslavie. Aujourd'hui, après Sarajevo, Srebrenica, Gorazde, Zepa, Tuzla, c'est la ville de Bihac, dernière prétendue «zone de sécurité» de l'ONU, qui est prise sous le feu destructeur de la guerre totale, soumise aux bombes à fragmentation et au napalm, de bien sinistre mémoire. Car la ronde des vautours impérialistes, petits et grands, qui se déchirent les restes de la Bosnie-Herzégovine pour mieux s'en repaître, se fait toujours plus folle, entraînée dans une spirale implacable de destructions et de massacres, à 300 kilomètres du coeur du monde «développé». Mais les pires ne sont encore pas les Karadzic, Milosevic, Tudjman et autres Izetbegovic ; non, ce sont ces dépositaires tout puissants de la «paix» et de «l'humanitaire», grandeur planétaire, ceux qui, sous les drapeaux boueux de l'ONU ou de l'OTAN, ne cessent de pousser au crime pour leurs intérêts de vautours impérialistes.

Les horreurs qui se déroulent à l'heure actuelle dans la poche de Bihac, à Sarajevo et ailleurs en Bosnie-Herzégovine sont éloquentes : toutes les conférences sur la paix de ces plénipotentiaires des pays «civilisés» ne sont que le prélude et la préparation à de nouveaux massacres, dans lesquels ce sont les bourgeoisies locales qui s'affrontent, soutenues jusqu'à présent en sous-main, et aujourd'hui quasi-ouvertement, par les grandes puissances occidentales.

La fédération croato-musulmane : point d'appui de l'offensive américaine

Dans l'affrontement qui les oppose à l'Europe dans l'ex-Yougoslavie, les Etats-Unis avaient marqué un point important avec la création de la fédération croato-musulmane. En effet, cette création leur avait permis en premier lieu d'évincer momentanément leur principale rivale, l'Allemagne, de la

guerre yougoslave, en se montrant capables de la dépasser sur son propre terrain, c'est-à-dire celui de son alliance avec la Croatie.

De plus, la mise sur pied de cette fédération, contre l'avis et l'intérêt de la France, de la Grande-Bretagne, et de la Russie, avait encore permis de mettre en évidence la faiblesse de l'Union européenne. Elle avait montré celle-ci fragile, incapable de se dépatouiller, sans le «Big boss» américain, du bourbier des Balkans, et accentué l'affaiblissement de la position de pays comme la France et la Russie face à leur allié serbe, renforçant d'autre part la pression sur la Grande-Bretagne, qui ne veut toujours pas se soumettre à son diktat dans cette région du globe.

Les Etats-Unis s'étaient ensuite constitués avec cette fédération l'embryon

d'un appui militaire non négligeable, dans le bras de fer engagé contre l'Europe, et dans une région où il leur est toujours aussi difficile de compter sur une base assez solide afin d'envoyer, sans risques, leurs propres troupes.

(SUITE PAGE 6)

Sommaire

FRANCE

Défendre les nationalisations, c'est aussi défendre les intérêts du capital p. 2
Le cynisme et l'hypocrisie du PCF p. 2
Trou de la sécurité sociale :
L'Etat se prépare à rançonner encore plus les prolétaires p. 2

LUTTE DE CLASSE

Alstom, Péchiney, Sochata
Les syndicats mènent les ouvriers à la défaite p. 3
L'Etat italien exploite la combativité ouvrière pour renforcer la gauche et les syndicats p. 3

SITUATION INTERNATIONALE

5 ans après la chute du mur de Berlin :
la fin des illusions sur la paix et la prospérité p. 4
Algérie : un pas de plus vers la guerre civile p. 4
L'impérialisme français défend ses intérêts en Afrique p. 4

CAMPAGNE ELECTORALE

Les moeurs de requins de la bourgeoisie française p. 5
Elections aux USA : vers une aggravation de la misère ouvrière et du chaos mondial p. 5
Allemagne : la gauche et la droite en ordre de bataille contre la classe ouvrière (Réunion publique du CCI à Cologne) p. 6

**Lire page 4 :
CINQ ANS APRES LA CHUTE
DU MUR DE BERLIN**

Défendre les nationalisations, c'est aussi défendre les intérêts du capital

Alongueur de colonnes, "l'Huma" n'écrit que pour pérorer contre la "casse des nationalisations", le "démantèlement du service public", engrosle "gâchis que constitue la mise à l'encand des richesses nationales". Merci pour l'intérêt national bourgeois ! Mais surtout, à Renault, Rhône-Poulenc, St Gobain, Bull, comme dans les Postes, à la SNCF ou à EDF, PCF et CGT tentent d'attirer les ouvriers derrière la défense de cet acquis "inestimable" que serait le secteur nationalisé. Quel est l'enjeu en réalité ?

Les stalinien prennent les ouvriers pour des imbéciles sans jugeote et sans mémoire. Que représentent ces dites nationalisations pour la plupart des ouvriers ? Des boîtes où certains ne payent pas l'électricité, voyagent gratuitement en avion ou en train, des comités d'entreprise à faire pâlir les coopératives d'antan, etc. Et quand, depuis des années de multiples entreprises privées ont fermé, qu'ont fait les syndicats à Renault, à EDF, à la Poste, à Air France ? Rien ! Ou des tirades indignées aux micros des journalistes !

Reconstruire le pays après guerre

Qui peut croire qu'un De Gaulle et ses affidés stalinien à la Marcel Paul signèrent des deux mains la "nationalisation" d'une partie de l'économie dans l'intérêt de toute la classe ouvrière ? Le regroupement de certaines industries a été impératif pour "reconstruire", au profit de la bourgeoisie, avec le sang et la sueur des ouvriers, en leur promettant un avenir radieux. Il est vrai que des milliers d'ouvriers à Renault, à EDF, dans les mines, ont sué sang et eau pour remettre à flot une économie détruite par la guerre. Ils ont subi des sacrifices inouïs sous la férule de la

trique gaulliste et stalinienne ! Le ministre du travail, principal valet de De Gaulle, le sinistre Thorez allait de mine en mine, vociférant : "Si des mineurs doivent mourir à la tâche, leurs femmes les remplaceront." Après la "bataille du rail", la "bataille de la production" provoquait des dizaines de milliers de morts.

Aux ouvriers du secteur nationalisé la gauche a assuré pendant 40 ans : "Vous êtes mal payé mais vous avez la sécurité de l'emploi, ne vous plaignez pas !" Aujourd'hui, quand le gouvernement de droite nous joue le refrain : "Vous êtes mal payé, nous allons vous restructurer, mais nous ferons tout pour vous conserver un emploi", PC et PS dénoncent ces "menteurs corrompus de la droite" osant encore assurer : "Défendons les nationalisations et nous défendrons NOS emplois."

Hélas, trois fois hélas, la création des nationalisations n'a pas supprimé la misère de l'immédiat après-guerre, ni empêché le ressurgissement de la crise économique. Les nationalisations ont en revanche contribué à maintenir la paix sociale dans des secteurs "stratégiques" pour l'économie capitaliste, servant à "abriter" de nombreux cadres du parti stalinien. De même, l'appel à la défense des dernières nationalisations n'a pas empêché les restructurations de l'Etat capitaliste, ni diminué "l'exclusion". Air France a été démantelé en "centres de résultat", Renault n'est plus qu'une offre publique de vente, et bientôt France-Télécom ne sera qu'un souvenir, etc. Pourquoi ce succès des démantèlements successifs ?

Privée ou publique, la gestion des entreprises est du ressort de l'Etat

PCF et gauchistes crient haro sur le grand patronat au nom de la défense des

nationalisations ; or le réseau des grands patrons est, comme les nationalisations, une superstructure de l'Etat (en témoigne le financement des partis bourgeois par les grandes entreprises).

Les nationalisations ne sont pas du ressort exclusif de la gauche. Dans plusieurs pays, juste après-guerre, c'est la droite elle-même qui a mis en place la nationalisation. En France, les gaullistes en sont les initiateurs autant que les stalinien.

L'argument de la défense des nationalisations n'est donc pas un intérêt commun à une partie ni à tous les ouvriers.

Contrairement aux assertions des trotskistes, ce n'est pas parce que les nationalisations figurent dans le programme stalinien du PCF et de la CGT qu'elles auraient un label "social" comme solution à la crise capitaliste. Les nationalisations ne sont ni une partie du socialisme ni un mieux pour les ouvriers. Elles sont une des méthodes de gestion d'un Etat capitaliste qui a besoin de contrôler des secteurs-clé pour la marche de son économie, et qui conservera toujours sous son contrôle des pans entiers "sensibles" (nucléaire, industrie militaire, communications, etc.).

Les ouvriers n'ont pas à défendre une méthode de gestion de l'Etat capitaliste contre une autre, pour lesquelles la bourgeoisie se fiche de les consulter quotidiennement. La défense des "nationalisations" est donc un cul de sac, un piège tissé par les syndicalistes de tout acabit, qui ne mène qu'à des défaites successives.

Ce qui est en jeu derrière les attaques du gouvernement, ce n'est pas tel ou tel statut dont on sait qu'il n'est qu'une garantie de pacotille ; il s'agit de faire emprunter aux ouvriers des fortes concentrations industrielles UNE FAUSSE

VOIE, une impasse où ils trouveront invariablement porte close. Cette fausse voie a pour but de faire croire aux ouvriers du public qu'ils auraient un intérêt PARTICULIER, pas seulement différent du privé, mais exemplaire pour le privé.

Franchement, qu'est-ce que cette situation exemplaire au vu des feuilles de paye et en regard de l'avenir de nos enfants ? C'est la division de la classe ouvrière qui est ainsi renforcée par les PC et PS, de retour dans l'opposition, et qui veulent ressortir leur fanfare des années 70.

En parquant les ouvriers dans différentes entreprises privées ou nationalisées, l'Etat n'a qu'un intérêt : maintenir les fausses divisions corporatistes. Ce

terrain pourri de la défense de la gestion capitaliste, nationalisée par un ministère de gauche ou de droite, fait partie de l'arsenal électoral de la gauche dont nous avons vu les effets bénéfiques en termes de bond du chômage.

Une autre société est à construire face à ce monde de guerres, de meurtres et de chômage, et nous n'avons pas de dialogue possible à ce sujet avec ceux qui tiennent le manche de la poêle. Le sens du combat actuel est clair : ou défendre les intérêts immédiats et généraux des ouvriers, quel que soit le secteur, avec des revendications communes, ou marcher derrière la bourgeoisie en rangs dispersés, et aller de défaite en défaite.

Damien

TROU DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

L'Etat se prépare à rançonner toujours plus les prolétaires

Face à la énième alarme du gouvernement en vue d'une "rigoureuse" maîtrise des dépenses de santé, une angoissante question se pose : comment les millions de prolétaires paupérisés vont-ils se soigner ?

Peu importe pour ces petits messieurs des cabinets ministériels puisqu'ils "coûtent chers" (près de 200 milliards de trou en deux ans, n'est-ce pas ?) ; non seulement les remboursements vont diminuer, mais l'Etat bourgeois va renforcer drastiquement la "contribution santé", ponctionnant plus encore à la source les revenus des salariés, des chômeurs et des retraités. Fait sans précédent, il suffira de remplacer cotisations patronales et salariales par une CSG de 11% sur tous les revenus, ceux des ouvriers au travail, des chômeurs, des retraités. Il "suffit", comme toujours, pour "renflouer", pour "équibler", de puiser dans les poches de la classe ouvrière.

Dans son rapport au parlement, le gouvernement de droite s'est fait parfaitement évasif. Comme ses prédécesseurs de gauche, la droite veut masquer aux yeux des ouvriers l'ampleur incroyable de l'attaque préparée avant les toutes prochaines présidentielles.

Or le gagnant de la compétition pour le poste suprême ne pourra pas longtemps cacher cette évidence : il faudra recourir à cette augmentation sans précédent de la dite "contribution santé". Pour renflouer la "Sécu", le sous-fifre du Commissariat au Plan a établi qu'il suffisait d'augmenter le taux de la CSG. Au nom de la "solidarité nationale", en vue de créer de 250 000 à 900 000 emplois (fourchette étrangement large), le rapporteur suggérait ainsi l'utilisation de la CSG pour résorber le déficit de l'assurance-maladie et pour alléger les cotisations patronales. De plus, une franchise de 750 francs serait accordée aux em-

ployeurs sur les salaires, correspondant à une réduction de 9% du coût des bas salaires.

Si le ministre du Budget Sarkozy a ouvertement menti en niant ce prélèvement supplémentaire, Barre n'a pas été équivoque, et a soutenu qu'on n'y couperait pas à l'application renforcée de la formule inventée par le "socialiste" Rocard. De Chirac à Delors, tous les candidats potentiels ont par contre intérêt à continuer à mentir comme le petit télégraphiste de Balladur.

Les représentants des partis de droite se contorsionnent pour masquer cette incroyable nouvelle attaque contre l'ensemble des familles ouvrières, le temps d'une campagne électorale.

Les partis de gauche font mine de s'indigner tout comme ils évoquaient leur impuissance lorsqu'il s'était agi de faire passer au pouvoir le forfait hospitalier. A moyen terme, il faut de ce rapport que la bourgeoisie se prépare à supprimer la protection sociale, à faire éclater les diverses branches de la Sécu : les branches vieillesse et maladie ne retrouveront pas l'équilibre en 1997, seule s'en sortirait la branche famille.

Il est évident que les retraités vont être particulièrement rançonnés (le livret A d'épargne populaire sera aussi prélevé). Seront ponctionnées également : les indemnités journalières, les allocations familiales, les indemnités de licenciements (mais oui), les prestations chômage et les pré-retraites. On se demande bien ce qu'il reste à trouver à l'Etat pour pressurer, taxer, et retaxer encore la classe ouvrière.

Une telle offensive sans vergogne de l'Etat bourgeois ne peut que renforcer pour les ouvriers la conscience de la nécessité du combat opiniâtre et sans pitié contre la bourgeoisie qui, pour se maintenir, pousse à la paupérisation absolue.

DD

FORFAIT HOSPITALIER

Le cynisme et l'hypocrisie du PCF

«Au scandale !», «Au racket !», «A la honte !», crie tout fort le PC dans les colonnes de son journal «L'Humanité» du 2 novembre. Pourquoi donc tout ce chahut ? Ce soi-disant parti ouvrier vient de «découvrir» qu'à Carcassonne, 3500 familles ont été saisies pour factures de frais hospitaliers impayées. Si on voulait attribuer la palme de l'hypocrisie et du cynisme, c'est à ce parti-là qu'il faudrait la décerner !

Ce n'est pas seulement à Carcassonne que de tels faits se produisent : partout en France, dans d'autres villes, d'autres régions, de nombreux centres hospitaliers ont engagé et engagent quotidiennement des poursuites du même type, et recourent aux huissiers contre les familles ouvrières. Voilà ce que le capitalisme en crise offre à la classe ouvrière : plus d'attaques, plus de misère, des conditions de vie de plus en plus dures où la santé devient un luxe.

Mais au fait, ces messieurs les stalinien, ceux-là même qui

dénoncent le racket des frais d'hospitalisation, qui s'élèvent contre une gestion capitaliste des hôpitaux, qui déclarent que le droit à la santé est imprescriptible, qu'ont-ils fait lorsqu'ils participaient au gouvernement Mauroy de 1981 à 1984 ? Voudraient-ils faire oublier aux ouvriers que c'est leur «camarade» Ralite, alors ministre de la Santé, qui a institué en 1983 le forfait journalier hospitalier payable par tous, qui constitue en fait le véritable racket dirigé directement contre la classe ouvrière ? Les ouvriers peuvent dire merci au «camarade» Ralite, qui a été un bon gestionnaire capitaliste, car, depuis, ce forfait a plus que doublé. Veut-on nous faire oublier que le PC, aux côtés du PS durant les premières années du pouvoir mitterrandien, a participé directement à la mise en oeuvre d'attaques draconiennes contre les conditions de vie ouvrières : plan Delors en 1982 pour le blocage des salaires, augmentation du chômage, augmentation des «cotisations Sécu», baisse des remboursements des frais

de santé, etc. Ce sont ces mesures en tout genre qui ont contribué à pressurer toujours plus les ouvriers, diminuant le salaire social et les enfonçant d'autant dans la misère.

Aujourd'hui, avec un gouvernement de droite, le PC a beau jeu de feindre la colère en «mettant à jour» cette sorte de «scandale», montrant toute sa duplicité. En fait, le PC veut se redonner une virginité en se faisant passer pour le défenseur le plus acharné de la classe ouvrière, le champion de la cause des plus démunis, alors qu'il nous a montré qu'il n'avait rien à envier à la droite lorsqu'il était au gouvernement. Au gouvernement ou dans l'opposition, le PC est un ardent défenseur du capitalisme. Voilà ce que les prolétaires doivent comprendre ! Ils ne doivent plus se laisser duper par ses discours radicaux qui ne sont que le langage hypocrite d'un parti prétendument communiste.

CA

ALSTHOM, PECHINEY, SOCHATA...

Les syndicats mènent les ouvriers à la défaite

Tous les jours depuis quelques semaines, la presse bourgeoise nous livre un tableau exhaustif des entreprises en grève. Pour quoi cette soudaine publicité, alors que, la plupart du temps, elle organise le black-out le plus complet sur les luttes ouvrières ? En même temps que les grèves sur des revendications salariales, les médias évoquent pêle-mêle le 11^{ème} mouvement des gardiens de prison, les affrontements sans perspective de jeunes émeutiers marginalisés provoqués par la police dans les banlieues et les ghettos urbains comme dernièrement aux Mureaux ou à Amiens, les grèves des conducteurs de la RATP contre les agressions et l'insécurité. Cet amalgame est destiné à noyer la véritable lutte de classe dans un ensemble de "mouvements sociaux" d'actualité que la bourgeoisie nous présente tous sur le même plan, pour semer la pire confusion dans les consciences ouvrières.

Mais la raison essentielle du battage actuel sur les luttes ouvrières est que la bourgeoisie fait monter ses syndicats au créneau pour redorer le blason de ceux-ci et leur permettre d'occuper et de contrôler en permanence tout le terrain social.

Cela s'est concrétisé par la mise en place, dès le début de chaque grève d'intersyndicales CGT-FO-CFDT. Ces manoeuvres, montées avec le concours actif de toutes les autres fractions de la bourgeoisie, s'appuient sur une série de mensonges et de manipulations :

Les manoeuvres mensongères des syndicats

- Les syndicats sèment l'illusion que les ouvriers doivent se battre pour partager les bénéfices de l'entreprise. Alors que les médias ont organisé une véritable campagne idéologique visant à faire croire que la reprise des conflits sociaux sur des revendications salariales serait le produit d'une soi-disant reprise économique, les syndicats poussent les ouvriers à "réclamer leur part des profits que fait l'entreprise". Plus aberrant et pervers, tu meurs !

Derrière le leurre de la reprise (lire article page 8), la classe dominante cherche à dénaturer le combat de classe en faisant croire que les salariés n'ont le "droit de se battre" que quand "la bonne santé de leur entreprise le leur permet", sous-entendant : sinon, il faut accepter tous les sacrifices. Au bout du compte, il s'agit d'enchaîner les ouvriers au sort de leur entreprise.

- Les syndicats mettent en avant la pseudo-spontanéité de la lutte : selon les médias, la grève à GEC-Alsthom aurait démarré de manière spontanée, à l'initiative de jeunes ouvriers, la plupart non syndiqués, du secteur EGT dans l'usine de Bourgne. Sornettes ! Le véritable moteur du déclenchement de la grève a été un tract de la CGT, diffusé mi-octobre, mettant en avant que les profits de l'entreprise avaient progressé de 26% en un an, alors que les hausses de salaires accordés par la direction n'allaient pas excéder 1,1%.

C'est cette "révélation" que les syndicats ont utilisé pour attiser la colère de jeunes ouvriers sans aucune expérience de la lutte, que les syndicats n'ont ensuite jamais cessé de manipuler en encourageant leur "combativité" et en couvant leur zèle radical et activiste d'un oeil paternaliste. D'ailleurs, ce n'est pas par hasard qu'on a étalé complaisamment les images et les interviews de ces jeunes ouvriers, bardés de badges et d'autocollants, enrôlés au bout de trois semaines dans la CGT.

Tout au long du conflit, ce sont les syndicats qui ont régulièrement relancé la pseudo-colère spontanée des ouvriers pour les inciter à réclamer leur "part du gâteau" en soulavant de nouveaux scandales : la fiche de paie du PDG

d'Alsthom, l'achat par le groupe d'un palace pour recevoir et former ses cadres supérieurs, le financement des caisses du PR par le groupe Alcatel-Alsthom.

- Les syndicats ont fait croire à une extension de la lutte : pure mystification ! En organisant le démarrage du conflit dans d'autres ateliers, puis sur d'autres sites, notamment à Belfort puis au Petit-Quevilly et enfin à La Courneuve (où ils se gardent bien d'enflammer les usines de la région parisienne en circonscrivant au maximum la lutte à l'usine Rateau, fief du PC), en suscitant des débrayages de solidarité dans d'autres usines du groupe, en faisant même transmettre des messages de solidarité d'une usine Alsthom au Canada, les syndicats ont donné l'impression aux ouvriers en grève qu'ils étaient de plus en plus forts. Alors que sur le terrain, ils se retrouvaient de plus en plus enfermés, divisés, isolés. La grève d'Alsthom en livre la vraie caricature. Par devant, on fait crier le slogan : "Tous unis derrière la revendication des 1500 francs". Par derrière, on négocie un sort différent pour les ouvriers, non seulement selon les usines, mais selon les ateliers.

Dans chaque grève, les ouvriers ont été en premier lieu poussés sur le terrain de l'hyper-corporatisme.

A la Sochata (filiale de la SNECMA), cet enfermement corporatiste s'est traduit par une grève de plus d'un mois où, dès le début, les ouvriers ont été conviés à une multiplication d'opérations commandos minoritaires, les isolant au maximum des autres ouvriers.

De plus, les syndicats ont empêché toute expression de solidarité ouvrière, non seulement à travers ce corporatisme exacerbé, empêchant d'emblée des ouvriers d'autres entreprises de se joindre à la lutte, mais aussi en transformant le conflit en problème purement local et régionaliste. C'est ainsi que chez Alsthom, la manifestation organisée à Belfort le 15 novembre, a été

l'occasion d'une action "journée territoriale de Belfort-mort".

Les syndicats divisent les ouvriers et les mènent à la défaite

En faisant de la surenchère revendicative irréaliste sur les salaires d'un côté et en poussant les ouvriers dans l'intransigeance et le jusqu'au boutisme vis-à-vis des négociations de l'autre, les syndicats ont conduit les ouvriers à la défaite la plus cinglante. Avec quelle méthode ? En incitant les salariés à réclamer "1500 francs ou rien" et en les appelant soit au boycott du référendum de la direction qui proposait une augmentation de 300 francs pour tous, soit à voter "non".

Et surtout en n'hésitant pas à recourir pour les convaincre aux arguments mensongers les plus répugnants. A l'appui du boycott du référendum, un leader syndicaliste de FO avançait : "La direction d'Air France avait organisé un référendum, c'est comme ça qu'elle a baisé les salariés", manière particulièrement crapuleuse de rejeter la responsabilité de la défaite à Air France sur le dos des ouvriers. En réalité, il faut rappeler que ce sont les syndicats, FO et CGT en tête, qui "ont baisé les ouvriers", lors du conflit d'Air France. Ils leur ont fait reprendre le travail en leur présentant le remplacement d'un PDG par un autre comme "une grande victoire", permettant six mois plus tard à ce nouveau PDG de faire approuver par référendum, avec l'entière bénédiction des syndicats, le même plan social, les mêmes attaques.

Mais on aboutit à plus grave encore. De la fin de toutes ces grèves, émerge un climat délétère et démoralisant de division généralisée qui affecte l'ensemble de la classe ouvrière. Pour les uns, subsiste l'illusion "d'avoir gagné" comme à Radio-France ou chez Pechiney-Aluminium à Dunkerque, où les hausses de salaires accordées (qui

ne pèseront pas lourd d'ici quelques mois) ont été présentées comme une grande victoire de la lutte. Pour les autres, où on n'a rien donné du tout, subsiste seulement la rancœur et l'amertume de la plus cuisante défaite, comme à Alsthom ou à la Sochata. De fait, la grève à l'usine de Pechiney a servi de piège pour pousser les ouvriers d'autres entreprises à entrer en lutte derrière les syndicats, sur le terrain du corporatisme le plus exacerbé. La manoeuvre de division et d'opposition entre les différents secteurs du prolétariat se trouve renforcée (d'autant que ce sont les ouvriers déjà les mieux payés ou les plus hautement qualifiés présentés comme une "élite privilégiée", qui se retrouvent les seuls "gagnants").

En réalité, chacun s'est fait avoir dans son coin. Pour étendre encore l'ampleur de la défaite, le jour du vote de la reprise du travail dans les usines de la région de Belfort, les syndicats appellent les ouvriers à se mettre en grève dans d'autres sites Alsthom. Mais le comble du cynisme est atteint lorsque la CGT appelle le lendemain à débrayer dans l'usine voisine de Peugeot-Sochaux. Avec la journée d'action FO-CGT ce jour-là dans les services publics, la grève d'Alsthom s'achève sur un climat de division maximum, et pas seulement entre piquets de grève et ceux qui voulaient reprendre le travail. Les syndicats sont parvenus à installer le règne de la plus large rivalité et opposition d'intérêts entre prolétaires par atelier, site, entreprise, entre grévistes et non-grévistes, secteur privé et secteur public, ouvriers en activité et ouvriers réduits au chômage.

Suivre les syndicats ne mène qu'à la défaite la plus amère. Les prolétaires ne peuvent que le payer très cher. Mais ils doivent retenir la leçon de cette expérience, ce n'est pas avec et derrière les syndicats que les prolétaires peuvent lutter.

CB (23 novembre)

L'Etat italien exploite la combativité ouvrière pour renforcer la gauche et les syndicats

Malgré les louables et loués efforts des «juges aux mains propres» contre les mafias, la crise politique en Italie s'aggrave sur fond de grèves.

Le riche potentat des médias, Berlusconi, a focalisé la colère des ouvriers. Ce magnat du pouvoir assume la paternité d'une ligne dure sur le budget 1995, en particulier une attaque en règle contre les retraites : prolongation du nombre d'années pour avoir droit à la retraite, diminution de son montant, augmentation des impôts pour tous, y compris les chômeurs, diminution de la protection sociale.

Les organismes para-étatiques syndicaux se sont donnés les moyens d'opposer à Berlusconi d'importantes manifestations juxtaposées comme la gigantesque démonstration du 12 novembre à Rome, en tant qu'épilogue à leur «grève générale» presse-bouton du 14 octobre.

Nul doute que la colère est grande parmi les ouvriers. Dans les principales villes industrielles, Milan, Bologne, Turin, Gênes, Naples, des débrayages et des manifestations se sont produits. Mais cette colère face à une austérité sans précédent ne pouvait que tomber pour l'heure dans les voies ba-

lisées par les organismes syndicaux. La colère, qui ne demandait qu'à s'exprimer, est partie dans le sens où était prévue et orchestrée l'opposition des syndicats à Berlusconi ; l'ensemble de la classe politique bourgeoise s'est divisée en faucons anti-grèves et colombes «équitables», de la Ligue lombarde d'Umberto Bossi, de Forza Italia aux gauchistes de Rifondazione.

Dans le cadre de cette orchestration, la presse européenne a repris les titres des journaux italiens sur la «spontanéité» de nombre de débrayages, a mis en vedette les manifestations étudiantes et lycéennes, déplorant un Berlusconi «débordé», au bord de l'infarctus gouvernemental.

Or, plus la presse jetait l'adjectif «spontané», plus on nous vantait les manifestations lycéennes - elles aussi manipulées sous le mot d'ordre de «Non à la privatisation de l'école publique» - plus il apparaissait que la colère ouvrière était diluée dans ces défilés multiples d'étudiants, et passait au second plan lorsque la police chargeait délibérément pour blesser des étudiants. Or la leçon de toute cette agitation désordonnée, mais clairement ordonnée depuis des mois, apparaissait subi-

tement, quelques jours à peine après «la plus grande manifestation depuis la guerre» à Rome : le recul électoral du parti de Berlusconi aux élections municipales et la remontée des deux partis issus des cendres du PC italien, le PDS et Rifondazione Comunista. Lequel vote n'a en rien inquiété le gouvernement du sieur Berlusconi. La leçon de toute cette agitation est nette à double titre : -l'annonce des attaques contre le régime de retraite a permis aux syndicats de s'arroger l'organisation de la colère ouvrière, les grèves «spontanées» n'étaient dues qu'à l'initiative des délégués d'ateliers syndicaux ou à celle des syndicalistes plus radicaux des comités de base (COBAS), sous influence gauchiste.

-les partis de gauche, laminés ces dernières années comme en France, ont recueilli électoralement les fruits de l'orchestration particulièrement ample du mouvement contre l'austérité ; ils avaient eux aussi organisés l'«encadrement», par la mise en avant dans les manifestations des slogans stériles sur un «Etat aux mains propres» : «Berlusconi devant les juges !», ou «Berlusconi en prison !» La bourgeoisie italienne, par sa capacité à occuper

et à dominer le terrain social, malgré les scandales, malgré la récente mise en cause pour corruption de son principal larbin gouvernemental, Berlusconi, montre sa force, sa capacité à exploiter la colère ouvrière pour la dévier dans l'impasse d'une revitalisation des partis de gauche.

La bourgeoisie, à travers ses multiples organismes syndicaux et ses divers partis officiels (des ex-staliniens aux néo-fascistes) a montré sa capacité à dévoyer la colère des ouvriers à ses propres fins. Mais, face à la colère croissante des masses ouvrières, la bourgeoisie a raison de son point de vue d'être inquiète pour l'avenir. Aussi, le sabotage de la combativité ouvrière, pour la période qui vient, ne se trouve pas dans un gouvernement plus cynique ou plus dur (d'autres chefs pourront relayer Berlusconi) ; non, elle se trouve dans la reconstitution d'une opposition de gauche plus substantielle, c'est-à-dire : avec des syndicats et des partis ou mouvements de gauche capables d'investir à nouveau tout le champ social, de manoeuvrer les expressions de colère ouvrière afin qu'elle ne déborde pas les limites de l'entreprise, de la région, ou d'une pâle protestation

confondue au milieu d'autres «acteurs sociaux», tels que les étudiants.

Et ce n'est ni pour un impossible Etat capitaliste propre ni pour une hypothétique démocratie incorruptible que les ouvriers peuvent se battre, mais pour leurs propres intérêts, qu'ils soient immédiats comme à long terme.

Rigault (24 novembre)

Lisez notre brochure

Courant Communiste International

les
syndicats
contre
la classe
ouvrière

Mai 85

10 ff/70 fb

CINQ ANS APRÈS LA CHUTE DU MUR DE BERLIN

La fin des illusions sur la paix et la prospérité

Discrètement, sans trop faire de vagues, la bourgeoisie mondiale vient de fêter le cinquième anniversaire de la chute du mur de Berlin. Quel contraste avec la débauche médiatique à laquelle l'événement avait donné lieu à l'époque et avec l'euphorie triomphaliste affichée alors par la classe dominante. En faisant passer, aux yeux des prolétaires du monde entier, le spectaculaire effondrement du stalinisme pour la mort du communisme et pour la faillite de toute perspective révolutionnaire prolétarienne, l'événement lui donnait alors l'occasion d'assener un coup terrible à la classe ouvrière. Jamais l'ignominieux mensonge identifiant, depuis plus de 6 décennies, le stalinisme - ce bourreau de la révolution prolétarienne - au communisme n'avait été autant répété et exploité par la classe dominante.

Braquant ses médias sur ces «peuples insurgés» de Leipzig, Prague, Berlin, Bucarest ou Moscou qui, ivres d'illusions sur le paradis de «prospérité» et de «liberté» occidental, manifestaient leur liesse face à l'anéantissement du joug stalinien, la classe dominante cherchait à faire partager son euphorie aux exploités du monde entier.

A l'en croire, la fin de la «guerre froide» allait signifier enfin l'avènement de la paix sur la terre. La disparition du rideau de fer allait créer les conditions d'une nouvelle prospérité économique. Bref, les prolétaires du monde entier étaient invités à faire leurs terribles illusions qui animaient les populations des pays de l'Est et à se réjouir avec eux du «triomphe de la démocratie et du capitalisme libéral».

Un déchaînement sans frein de la barbarie guerrière.

Il n'est pas besoin de s'étaler beaucoup ici sur ce qu'il en a été de la nouvelle ère de paix annoncée. Huit mois à peine après la chute du mur, la «crise du Golfe» éclatait débouchant 6 mois plus tard sur le déchaînement par la très démocratique «communauté internationale» d'un bain de sang dont

aucun des conflits guerriers de la «guerre froide» n'avait atteint l'efficacité exterminatrice. Les cadavres laissés en Irak étaient encore chauds, qu'éclataient les premiers affrontements d'un conflit yougoslave qui n'a pas encore fini aujourd'hui de semer la mort et la désolation au sein même de l'Europe, continent qui n'avait pas connu la guerre depuis 1945.

Comme nous l'avions prévu, la disparition du bloc de l'Est a inévitablement débouché sur l'éclatement de celui qui lui faisait face. Les anciens alliés occidentaux, une fois disparu l'ennemi commun et avec lui les motifs de leur cohésion, se sont dressés les uns contre les autres. De la guerre du Golfe au massacre rwandais, en passant par la Yougoslavie, la guerre au Yémen ou le chaos algérien, les conflits guerriers qui ravagent la planète depuis 5 ans ont été autant de moments du déchaînement du chacun pour soi et de l'affrontement impérialiste entre grandes puissances, révélant dans toute sa nudité le visage guerrier du capitalisme.

Chaos, décomposition et explosion de la misère à l'Est

Sur les territoires «libérés» de l'ancien bloc russe, la décomposition des

Etats staliniens a laissé la place à un chaos de boue et de sang. Les velléités nationalistes de la moindre bourgeoisie locale, si longtemps contenues dans l'étau stalinien se sont déchaînées à une vitesse inimaginable. Pogroms anti-Hongrois en Roumanie, éclatement de la Tchécoslovaquie, sans parler de la Yougoslavie, conflit séparatiste moldave, guerre dans le Caucase déchirant au prix de milliers de morts Arméniens et Azéris pour le contrôle du Haut-Karabakh, guerres d'indépendance des pays baltes et violente répression de l'Etat soviétique. Et lorsque l'URSS éclatait à son tour en autant de républiques indépendantes après de violents affrontements au sein de l'Etat central, cela, loin d'ouvrir la voie à une stabilisation de la situation, ne faisait que réveiller de nouveaux conflits. Les conflits frontaliers entre les nouveaux Etats ou pour le partage des restes de l'Armée rouge et de l'ancienne puissance nucléaire ont immédiatement paralysé la CEI à peine constituée, tandis que la liste des républiques déchirées par des conflits inter-ethniques s'allonge chaque jour. L'attitude enthousiaste qu'avait affichée la bourgeoisie occidentale devant le «grand vent de libération agitant les peuples de l'Est», a vite laissé la place à l'affolement devant le chaos incontrôlable qui se déchaîne désormais.

Quant à la prospérité économique promise, les populations des ex-pays de l'Est l'ont sentie passer dans leur chair. L'ouverture à l'économie de marché s'est soldée par la fermeture de pans entiers de l'industrie, le dépeuplement brutal et massif du chômage jetant du jour au lendemain des millions d'ouvriers sur le pavé et une politique de vérité des prix se traduisant par une inflation vertigineuse (allant de

20% l'an pour les mieux lotis, comme la Hongrie ou la Tchéquie, jusqu'à 800 % pour la Russie, et ce dès avant l'actuelle chute libre du rouble). Dans ces pays dont le lot quotidien était la pénurie et le manque de tout, la «révolution de 89» censée donner accès à l'«abondance occidentale», a réussi l'exploit de se traduire par une chute vertigineuse de la consommation ouvrière. En cinq ans, la part de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté s'est multipliée par deux à quatre selon les pays. Elle atteignait en Russie plus de 60% de la population en 1993.

Quant à l'Allemagne qui fête aussi aujourd'hui les quatre ans de sa réunification, là aussi il a fallu déchanter. Pour réaliser l'ambition de retrouver sa grandeur nationale d'antan, la bourgeoisie allemande a dû mettre le prix fort, et surtout le faire payer très cher à la classe ouvrière : explosion du chômage à l'Est, hausse massive des impôts (contredisant le «credo libéral» affiché en 90 par Kohl), attaques d'une

extrême violence contre les conditions de vie ouvrière dans les deux parties du pays.

Aujourd'hui, la bourgeoisie est obligée d'admettre, non seulement que ces pays n'ont pas «décollé», mais qu'ils plongent avec encore plus de violence que le reste du monde dans la récession. Quant à l'illusion qu'ils allaient donner un coup de pouce à l'économie mondiale en s'ouvrant aux marchandises et aux capitaux occidentaux, elle a vraiment fait long feu. «On avait sous-estimé l'état de délabrement de l'économie de ces pays» argument, à l'heure du bilan, les plumitifs à la solde de la bourgeoisie. En vérité, c'est l'état de délabrement de l'économie mondiale et du capitalisme comme un tout qui est en cause. C'est la crise de surproduction mortelle du capitalisme qui fait que les investissements industriels ne sont pas rentables, trop «risqués», même dans ces pays de l'Est où la force de travail est pourtant moitié moins chère et bien plus disposée à se faire

(SUITE PAGE 6)

L'impérialisme français défend ses intérêts en Afrique

Lors du dernier sommet franco-africain à Biarritz, entouré sur toutes les «photos de famille» des dictateurs les plus haïs et les plus notoires du continent africain (Mobutu, Eyadema et Bongo), le «grand chef blanc» Mitterrand a parlé : «La France ne serait plus tout à fait elle-même, aux yeux du monde, si elle renonçait à être présente en Afrique aux côtés des Africains pour les aider à construire un cadre de paix, de démocratie et de développement...»

En fait, la dernière partie de cette phrase est de trop car, pour ce qui est de la paix et du développement, les charniers rwandais de cet été et d'aujourd'hui sont là, entre autres, pour prouver l'ignominie de tels propos, leur cynisme face à la réalité d'un continent plongé dans un chaos meurtrier, dans une décomposition inimaginable. Même le bluff de la démocratie bourgeoise appelée de tous ses vœux lors du sommet d'il y a quatre ans n'en est que plus caricatural face au clientélisme historique de la bourgeoisie française, à la corruption généralisée d'Etats et de chefs d'Etats à la solde des intérêts impérialistes français.

Sans états d'âme face aux génocides en tous genres sur ce continent, l'Etat français tente de resserrer des boulons mis à mal pour la défense de son pré carré, pour le maintien de sa tutelle au moyen de cliques étatiques africaines rétribuées pour ce seul objectif, de domination et de défense de sa chasse gardée.

Tirer les leçons de l'épisode rwandais était un objectif essentiel pour l'Etat français : non pour empêcher de futurs désastres «humanitaires» mais pour mieux préciser les moyens guerriers de la résistance aux concurrents impérialistes, en particulier américain qui, par FPR interposé (et beaucoup de commentateurs bourgeois ont perfidement souligné que le nouveau gouvernement rwandais était le grand absent de ce sommet), ont infligé un revers sérieux à la domination française et veulent pousser plus loin comme en Algérie par exemple.

La proposition de création d'une «force africaine d'interposition» répond ainsi à la nécessité du capital français de mettre mieux à contribution les «alliés» africains face aux velléités impérialistes concurrentes américaines (Clinton avait lui-même avancé, en plein milieu du massacre au Rwanda le projet de constitution d'une «force africaine d'interposition», directement équipée et financée par les Etats-Unis).

Loin de soulever l'enthousiasme chez les «amis» africains mercenaires comme dans les états-major français, cette proposition recueille un sentiment général de scepticisme. D'un côté, il y a les réticences de la part de despotes locaux à voir une partie de leur armée mieux équipée que leur propre garde présidentielle (!), de l'autre, des états-major sans illusion sur la rentabilité et l'efficacité d'une telle force, soumise à tous les aléas de concurrences impérialistes inter-africaines, pouvant coûter les yeux de la tête en ce qui concerne son entretien.

Mais cette proposition a pris un poids autrement important quelques jours plus tard au sommet de Chartres avec le projet de coopération militaire franco-britannique, qui, outre la création d'un groupe aérien commun et des opérations ponctuelles communes dans le domaine naval, comporte un projet d'association «sur la prévention des crises en Afrique». Cette alliance momentanée des deux ex-grandes puissances coloniales sur le sol africain pour résister à l'offensive américaine ne peut qu'élargir l'escalade guerrière entre les grandes puissances.

Loin de voir s'atténuer les dérives guerrières, le continent africain, plus que jamais enjeu stratégique majeur, ne peut que s'enfoncer davantage dans un abîme de boue et de sang, et servir davantage de théâtre de l'affrontement impérialiste entre les Etats-Unis et les puissances européennes, la France au tout premier chef.

Stopio (21 novembre)

ALGERIE

Un pas de plus vers la guerre civile

Cela fait bientôt trois ans déjà que la deuxième guerre d'Algérie a commencé. Chaque jour davantage ce pays sombre dans le chaos. Depuis février 1992 les affrontements opposant le gouvernement aux islamistes du FIS et GIA (Groupe Islamiste Armé) ont fait plus de 30 000 victimes parmi la population. Ainsi, pour la seule période qui va du 1er au 9 novembre 1994, on enregistre plus de 1000 assassinats.

La politique de la «main tendue» du président Zéroual, favorable au sortir de l'été à des négociations avec les modérés du FIS, aura donc été de bien courte durée. Bien au contraire, c'est à un très net durcissement de la politique de ce gouvernement auquel nous assistons à présent même s'il est tout à fait plausible, qu'en coulisses, des tractations se poursuivent.

Mais comme nous l'avons à maintes reprises dénoncé dans les colonnes de ce journal, la situation qui prévaut actuellement en Algérie n'est pas le simple produit d'une faillite économique propice au développement des agitateurs du Coran. Si le désespoir engendré par la crise au sein d'une population complètement déboussolée élargit naturellement l'audience des fanatiques islamistes, en réalité ce sont aussi les rivalités impérialistes entre les gran-

des puissances, et notamment entre la France et les Etats-Unis qui, depuis le début, nourrissent ce conflit. Car si les Etats-Unis, par l'intermédiaire de l'Arabie Saoudite, n'ont de cesse que vouloir chasser la France du Maghreb en appuyant résolument les Islamistes, Paris ne cache ni son soutien diplomatique ni son soutien logistique au régime militaire dirigé par Zéroual. En effet, récemment, la France vient de livrer des hélicoptères et des lunettes infra-rouge très sophistiquées afin d'aider le régime en place à mieux lutter contre les guérilleros barbus. Et, comme par hasard, cette livraison s'est accompagnée du démantèlement en France, début novembre, d'un réseau terroriste partisan du FIS et du GIA, opération qui a conduit à l'arrestation de 78 personnes. Il est donc clair que, pour le moment en tout cas, la France met tout en œuvre pour voir triompher Zéroual et sa clique.

Hier comme maintenant, ici comme au Rwanda, la bourgeoisie française défend à tout prix ses intérêts face à l'offensive américaine.

En Algérie même, chaque faction en présence cherche systématiquement à entraîner derrière elle la population, et en particulier la classe ouvrière. D'attentats en intimidations de toute sorte,

comme au temps de la guerre coloniale, période durant laquelle l'armée française et le FLN terrorisaient les gens, le criminel gouvernement Zéroual, soutenu par Paris, et les «fous de Dieu» sponsorisés par Washington, cherchent à les embrigader. Il en va ainsi des deux principaux protagonistes, mais y compris des démocrates, et tout particulièrement du FFS (Front des Forces Socialistes) de Hocine Aït-Ahmed, et du Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD) de Saïd Sadi. Ces deux partis et les syndicats qui les soutiennent, comme le MCB, se font aujourd'hui les chantres de la démocratie, comme ils l'ont montré lors de leur visite en Italie. En se présentant comme les ultimes remparts d'une république menacée, ces partis et leurs appendices syndicaux manœuvrent pour rabattre l'ensemble de la population algérienne derrière la défense de l'Etat. Pour eux, ce dernier est mille fois préférable aux islamistes. Mais comme tous les autres, ces démocrates bon teint n'ont rien d'autre à offrir que la gestion du capital national algérien, et tous les sacrifices qu'il impose et imposera encore et toujours. Pire, suivre ces derniers constituerait un pas significatif vers le déclenchement d'une guerre civile totale.

Arkady

LES MOEURS DE REQUINS DE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE

Depuis déjà plusieurs mois, il ne se passe pas un jour sans que les médias ne nous abreuvent du feuilleton des futures présidentielles, soit directement, soit à travers les multiples «affaires» dont chacun sent bien qu'elles sont en lien avec cette échéance électorale. Une nouvelle fois, la bourgeoisie nous abrutit des péripéties qui ne concernent qu'elle seule afin de tenter de détourner l'attention de la classe ouvrière des attaques qu'elle subit sans répit.

Tous les soirs, après «Hélène et les garçons» ou «Santa Barbara» qui ont la faveur des enfants et des adolescents, après le «Bébête show» et les «Guignols de l'Info», c'est l'heure des vrais guignols avec leurs petites phrases assassines, leurs bons mots perfides ou avec leurs démolitions avec la justice. Le spectacle qui envahit les écrans de télé à l'heure du dîner est construit à l'image des séries américaines : dans le même feuilleton, on trouve plusieurs histoires parallèles dont les personnages respectifs ont quelque parenté mais qui ont chacune un thème bien différent : le déchirement des amis de trente ans, les mésaventures des coquins, le crépuscule du patriarcat.

La fin d'une «amitié de trente ans»

S'il est une chose évidente dans la bagarre de chiffonniers que se livrent aujourd'hui Chirac et Balladur, c'est que dans le monde bourgeois il n'est d'amitié qu'intéressée. Dans une société dominée par la concurrence à mort que se livrent les capitaux, où le fric et le pouvoir sur les hommes sont devenus la mesure de toute chose, les rapports

entre les membres de la classe dominante n'ont rien à voir avec la «Fraternité» qui s'affiche sur le fronton des mairies. Chirac était l'ami de Balladur lorsqu'il avait besoin de lui pour obtenir l'appui des milieux financiers dans lequel ce dernier avait coutume de naviguer. Balladur était l'ami de Chirac lorsque cette amitié lui permettait de se propulser vers les plus hautes sphères du pouvoir. Aujourd'hui que Balladur n'a plus besoin de Chirac et qu'il est devenu un obstacle aux ambitions de ce dernier, ces deux hommes ne «s'aiment» plus. Mais, après tout, il en a toujours été ainsi parmi tous ces requins qui font de la conquête et de l'exercice du pouvoir leur métier. Par contre, ce qui est moins ordinaire c'est que leurs ambitions concurrentes risquent de leur coûter la présidence à tous les deux au bénéfice d'un troisième larron. Comme en 1981 et en 1988, en se présentant en ordre dispersé aux présidentielles, la droite risque de faire le lit d'une nouvelle victoire d'un homme du parti socialiste, c'est-à-dire d'un parti qui, après 10 ans passés au gouvernement, n'a jamais été autant discrédité.

A toutes les époques et dans tous les

pays, les politiciens se sont livrés à ce type d'empoignades. Mais, dans les pays avancés, ils ont en général veillé à respecter certaines règles permettant que se mette finalement en place l'équipe politique la plus adaptée aux nécessités du moment. Rien de tel en France où l'appareil politique bourgeois, empêtré pendant des années dans la guerre d'Algérie, traîne depuis, comme un boulet, un parti «gaulliste» qui fait la pluie et le mauvais temps dans les rangs de la droite. Ainsi, en 1981, alors que les intérêts de la bourgeoisie commandaient que la droite soit au pouvoir et la gauche dans l'opposition (comme c'était le cas dans les grands pays développés tels les Etats-Unis, l'Allemagne, la Grande Bretagne ou l'Italie), la «machine à perdre» Chirac se met en branle... et fait élire Mitterrand. Pour la bourgeoisie française, c'est un coup dur : la gauche au pouvoir (PS plus PC) doit «gérer» la crise, c'est-à-dire porter des attaques brutales contre la classe ouvrière. Elle s'y emploie, mais comme il n'existe plus de force politique dans l'opposition capable de dévoyer le mécontentement ouvrier, ses attaques sont trop timides ce qui place l'économie française en mauvaise posture face à la concurrence internationale. Les déficits commerciaux de cette époque sont astronomiques et la bourgeoisie française s'endette de façon considérable en même temps que se succèdent les dévaluations du franc. Sur le plan poli-

tique, le discrédit fond sur les partis de gauche qui étaient censés défendre les intérêts des travailleurs. En 1984, le PC quitte le navire, mais il a perdu de nombreux militants, près de la moitié de son électoral et surtout une bonne partie de son emprise sur la classe ouvrière. Cependant, la bourgeoisie française n'a pas fini de payer «l'accident» de 81, car si la droite remporte les législatives de 86, elle perd à nouveau les présidentielles de 88 ce qui ramène pour cinq nouvelles années le PS aux affaires et le laisse en lambeaux.

Après les élections législatives de 93, l'arrivée de Balladur à la tête du gouvernement constituait une chance pour la droite de refaire derrière lui une cohésion après laquelle elle court depuis des décennies. Mais une nouvelle fois, les intérêts de chapelle du parti gaulliste et les ambitions de son leader, en passant devant les intérêts globaux de la bourgeoisie, risquent de faire échouer l'entreprise. La «machine à perdre» reprend du service. Et Chirac n'est pas le seul à la faire fonctionner puisqu'il reçoit le concours de son vieil ennemi Giscard, jamais remis de sa défaite de 81, et du «jeune turc» Charles Millon qui, en voulant imposer une candidature UDF aux présidentielles, sabote celle de Balladur. Entre «amis» tous les coups sont permis. On s'acquine avec les anciens ennemis, ce qui, de la part de ces requins, est de bonne guerre. Mais on pousse encore plus loin le bouchon en allant chercher dans les

cloaques de la corruption des cartouches pour tuer le concurrent : qui aime bien, châtie bien.

Les mésaventures des coquins

Trois démissions de ministres depuis l'été pour «affaires», dont une suivie d'arrestation : cela commence à faire un peu désordre pour le gouvernement Balladur, et on vient à se demander qui sera le suivant. La corruption a toujours existé dans la vie politique de la bourgeoisie. Lorsque l'argent est roi, tous les trafics les plus sordides ont leur place. Mais la sortie de toutes ces «affaires» à quelques mois des présidentielles n'est pas fortuite : il est clair qu'elles discréditent Balladur en même temps que son gouvernement. Malgré tout, c'est le chœur des tartufes : «c'est la preuve que la justice est indépendante» nous disent les ministres. Tu parles ! Si les juges prennent des libertés avec leur ministre, ils n'en prennent pas avec la bourgeoisie puisque c'est un autre secteur de cette classe qui leur facilite le travail (y compris en dénonçant les «vieux amis»).

Cependant, l'approche des présidentielles ne suffit pas à expliquer la «découverte» de toutes ces «affaires». Pour qu'on puisse «démasquer» la corruption, il faut qu'il y ait corruption. Ainsi, l'explosion de toutes les procédures judiciaires ne fait qu'exprimer l'explosion de la corruption elle-même. Et si aujourd'hui la bourgeoisie se vautre de plus en plus dans ce type de pratiques nauséabondes, c'est qu'elle est prise dans la décomposition générale de son système, une décomposition qui s'exprime aussi bien par le chaos sanglant qui s'étend dans le monde que par les moeurs de voyous qui se généralisent parmi les gérants du capital national.

Le spectacle que nous donnent les politiciens n'est pas ragoûtant. Il est à l'image de la classe bourgeoise dont ils sont les fondés de pouvoir. Mais en même temps, il serait bien naïf de croire que cette classe n'éprouve sa pourriture que par bêtise suicidaire. Dans cet étalage, elle trouve aujourd'hui encore un moyen de perpétuer sa domination sur la société. Ne pouvant cacher ses chamailleries sordides pour le trône présidentiel, ne pouvant masquer sa pourriture, elle en fait un spectacle où elle nous invite même à participer. Dans les «soap comedies» américaines on utilise pour cela les rires et les applaudissements «off», ici on a les sondages qui répondent à des questions «fondamentales» : «Qui est le mieux placé : Balladur, Chirac ou Delors ?» «Les hommes politiques sont-ils corrompus, très corrompus ou très très corrompus ?», «Paris Match a-t-il bien fait ou mal fait en doublant ses ventes avec la photo de la fille de Mitterrand ?» Et pendant ce temps-là, la bourgeoisie ne cesse d'attaquer la classe ouvrière : le chômage augmente, les salaires baissent, se soigner coûte de plus en plus cher... Et plus montera la colère ouvrière, plus la bourgeoisie en rajoutera dans ses manœuvres de diversion. Mais nous pouvons être sûrs d'une chose : si aujourd'hui ses différents secteurs se déchirent à belles dents, c'est parce que cette colère ne s'est pas encore exprimée de façon massive. Lorsqu'elle le fera, tous les secteurs de la bourgeoisie seront unis face à la classe ouvrière. Celle-ci ne devra compter que sur ses seules forces, son unité et sa solidarité et surtout pas sur les secteurs bourgeois, partis de gauche et syndicats, qui prétendent la défendre.

RI

ELECTIONS AUX ETATS-UNIS

Vers une aggravation de la misère ouvrière et du chaos mondial

Les élections du demi-mandat présidentiel aux Etats-Unis ont constitué une victoire historique pour les républicains qui contrôlent désormais la chambre des Représentants et le Sénat, ce qui ne s'était pas vu depuis 40 ans. Et pourtant au cours de la dernière année, la situation de l'économie américaine s'était améliorée de façon sensible (même si cette amélioration ne peut être que momentanée car la crise, elle, n'a pas d'issue).

La bourgeoisie sanctionne la politique de Clinton

Dans ces circonstances on aurait pu s'attendre à un maintien des positions démocrates, d'autant que Clinton avait été élu après une campagne électorale essentiellement orientée sur le rétablissement de la situation économique du pays. L'électorat démocrate a en partie sanctionné (notamment par le fort taux d'abstention dans la classe ouvrière) l'incapacité de Clinton à tenir ses promesses sur la réforme du système de santé dont il avait fait son cheval de bataille au cours de sa campagne pour les présidentielles. Avec la domination du Congrès par les Républicains, Clinton pourra désormais enterrer définitivement ce projet.

Mais c'est surtout face aux résultats de la politique internationale menée par l'administration Clinton que la bourgeoisie américaine vient d'exprimer son mécontentement. Car c'est bien la classe dominante, et non la «population», qui a permis la victoire des républicains. Une des caractéristiques du jeu démocratique bourgeois consiste à façonner les élections en fonction des intérêts de la classe dominante. Dans la première puissance démocratique du

monde, on ne bourre pas les urnes. La bourgeoisie maîtrise suffisamment bien le jeu électoral pour faire passer l'option qui convient le mieux à ses intérêts, notamment en utilisant les médias pour descendre en flèche les «loosers». Et c'est justement parce qu'elle estimait que Clinton n'avait pas fait pour le mieux dans la défense de ses intérêts, qu'elle s'est arrangée, à travers la mise en évidence médiatique de toute une série de scandales, pour sanctionner, une fois encore, un président pas à la hauteur.

Plus de fermeté dans la défense du leadership américain

En effet, Clinton avait reçu comme mandat de réaffirmer le leadership des Etats-Unis sur la scène mondiale, et notamment en Europe. Après l'échec de Bush, mis au placard à cause de son incapacité à ramener les puissances européennes dans le giron américain au lendemain de la guerre du Golfe, la bourgeoisie de la première puissance mondiale avait misé sur un candidat démocrate pour réorienter sa diplomatie face au déchaînement du chaos en ex-Yougoslavie. Depuis le début de la guerre dans cette région du monde, la puissance américaine s'est heurtée en permanence aux résistances de ses partenaires européens qui n'ont cessé de lui mettre des bâtons dans les roues. Malgré l'offensive militaire qu'il a menée en Afrique et au Moyen-Orient, et bien qu'il soit parvenu momentanément à stopper l'avancée de l'impérialisme allemand, notamment en imposant l'option américaine de création d'un Etat bosniaque indépendant, Clinton n'a pas réussi à empêcher les

bourgeoisies européennes de contester la politique des USA en Europe. Pire encore, c'est maintenant son fidèle allié historique, la Grande-Bretagne, qui prend ses distances vis-à-vis du parrain d'outre-Atlantique. Et s'il est une chose que la bourgeoisie américaine ne peut tolérer, c'est bien que son principal allié en Europe aille à l'encontre de ses intérêts en jouant maintenant sa propre carte. Malgré l'avertissement adressé à la Grande-Bretagne, au début de l'automne, avec la signature du cessez-le feu en Irlande du Nord obtenu grâce à la diplomatie américaine (voir RI n°238), Clinton n'est pas parvenu à enrayer la dynamique du «chacun pour soi» dans laquelle s'est engouffrée la couronne britannique. Celle-ci n'a cessé depuis de s'éloigner toujours plus des USA, comme en témoigne encore l'accord de coopération militaire signé avec la France début novembre.

Une telle situation ne pouvait que contraindre la bourgeoisie de la première puissance mondiale à réagir vigoureusement. La diplomatie «soft» de Clinton, en dépit des succès obtenus au Moyen-Orient et en Afrique où elle est parvenue à évincer la France de certaines de ses positions sur ce continent, comme au Rwanda, s'est soldée par un demi-échec pour les USA.

Aujourd'hui, Clinton est contraint à une «cohabitation» avec le parti républicain qui va le pousser à faire preuve d'une plus grande fermeté dans la défense des intérêts de l'Onclé Sam sur la scène mondiale. En ce sens, l'élection du rejeton de l'ancien président Bush est symbolique : c'est la politique de force telle que celui-ci l'avait pratiquée en Irak, au début 91, que veut la bourgeoisie américaine.

Cette réorientation de la diplomatie américaine n'a pas tardé à s'affirmer immédiatement dans les faits : quelques jours après la victoire électorale des républicains, et avec la pression de ces derniers, le gouvernement américain a adopté une politique beaucoup plus offensive en Bosnie. Après la décision de ne plus participer au contrôle de l'embargo sur les armes destinées à ce pays, ce qui signifie qu'il prend sur lui de renforcer ses capacités militaires, il vient de montrer sa détermination à taper fort en organisant, sous l'égide de l'OTAN, plusieurs raids militaires contre l'attaque serbe autour de Bihac.

Ainsi, le camouflet électoral que vient de subir Clinton marque aujourd'hui un tournant dans la politique internationale des USA. C'est à un renforcement de leur offensive contre leurs anciens «alliés» récalcitrants qu'il faut s'attendre, avec tout ce qu'elle va impliquer comme aggravation du chaos et de la barbarie mondiale.

Quant à la situation intérieure, les prolétaires devront non seulement faire une croix sur les «promesses» jamais tenues de Clinton, mais ils doivent encore s'attendre à un renforcement de la politique d'austérité et de misère que les démocrates pourront ainsi aisément mettre sur le dos du Congrès dominé par les républicains.

En ce sens, face à l'aggravation inévitable de la situation économique aux Etats-Unis, ces élections de mi-mandat annoncent également le retour de la droite au gouvernement aux prochaines présidentielles afin de permettre au parti démocrate de jouer pleinement son rôle de mystification de la classe ouvrière dans l'opposition.

Camille (24 novembre)

ALSTHOM, PECHINEY, SOCHATA...

Les syndicats mènent les ouvriers à la défaite

Tous les jours depuis quelques semaines, la presse bourgeoise nous livre un tableau exhaustif des entreprises en grève. Pour quoi cette soudaine publicité, alors que, la plupart du temps, elle organise le black-out le plus complet sur les luttes ouvrières ? En même temps que les grèves sur des revendications salariales, les médias évoquent pêle-mêle le cinquième mouvement des gardiens de prison, les affrontements sans perspective de jeunes émeutiers marginalisés provoqués par la police dans les banlieues et les ghettos urbains comme dernièrement aux Mureaux ou à Amiens, les grèves des conducteurs de la RATP contre les agressions et l'insécurité. Cet amalgame est destiné à noyer la véritable lutte de classe dans un ensemble de "mouvements sociaux" d'actualité que la bourgeoisie nous présente tous sur le même plan, pour semer la pire confusion dans les consciences ouvrières.

Mais la raison essentielle du battage actuel sur les luttes ouvrières est que la bourgeoisie fait monter ses syndicats au créneau pour redorer le blason de ceux-ci et leur permettre d'occuper et de contrôler en permanence tout le terrain social.

Cela s'est concrétisé par la mise en place, dès le début de chaque grève d'intersyndicales CGT-FO-CFDT. Ces manoeuvres, montées avec le concours actif de toutes les autres fractions de la bourgeoisie, s'appuient sur une série de mensonges et de manipulations :

Les manoeuvres mensongères des syndicats

- Les syndicats sèment l'illusion que les ouvriers doivent se battre pour partager les bénéfices de l'entreprise. Alors que les médias ont organisé une véritable campagne idéologique visant à faire croire que la reprise des conflits sociaux sur des revendications salariales serait le produit d'une soi-disant reprise économique, les syndicats poussent les ouvriers à "réclamer leur part des profits que fait l'entreprise". Plus aberrant et pervers, tu meurs !

Derrière le leurre de la reprise (lire article page 8), la classe dominante cherche à dénaturer le combat de classe en faisant croire que les salariés n'ont le "droit de se battre" que quand "la bonne santé de leur entreprise le leur permet", sous-entendant : sinon, il faut accepter tous les sacrifices. Au bout du compte, il s'agit d'enchaîner les ouvriers au sort de leur entreprise.

- Les syndicats mettent en avant la pseudo-spontanéité de la lutte : selon les médias, la grève à GEC-Alsthom aurait démarré de manière spontanée, à l'initiative de jeunes ouvriers, la plupart non syndiqués, du secteur EGT dans l'usine de Bourogne. Sornettes ! Le véritable moteur du déclenchement de la grève a été un tract de la CGT, diffusé mi-octobre, mettant en avant que les profits de l'entreprise avaient progressé de 26% en un an, alors que les hausses de salaires accordés par la direction n'allaient pas excéder 1,1%.

C'est cette "révélation" que les syndicats ont utilisé pour attiser la colère de jeunes ouvriers sans aucune expérience de la lutte, que les syndicats n'ont ensuite jamais cessé de manipuler en encourageant leur "combattivité" et en couvant leur zèle radical et activiste d'un oeil paternaliste. D'ailleurs, ce n'est pas par hasard qu'on a étalé complaisamment les images et les interviews de ces jeunes ouvriers, bardés de badges et d'autocollants, enrôlés au bout de trois semaines dans la CGT.

Tout au long du conflit, ce sont les syndicats qui ont régulièrement relancé la pseudo-colère spontanée des ouvriers pour les inciter à réclamer leur "part du gâteau" en soulevant de nouveaux scandales : la fiche de paie du PDG

d'Alsthom, l'achat par le groupe d'un palace pour recevoir et former ses cadres supérieurs, le financement des caisses du PR par le groupe Alcatel-Alsthom.

- Les syndicats ont fait croire à une extension de la lutte : pure mystification ! En organisant le démarrage du conflit dans d'autres ateliers, puis sur d'autres sites, notamment à Belfort puis au Petit-Quevilly et enfin à La Courneuve (où ils se gardent bien d'enflammer les usines de la région parisienne en circonscrivant au maximum la lutte à l'usine Rateau, fief du PC), en suscitant des débrayages de solidarité dans d'autres usines du groupe, en faisant même transmettre des messages de solidarité d'une usine Alsthom au Canada, les syndicats ont donné l'impression aux ouvriers en grève qu'ils étaient de plus en plus forts. Alors que sur le terrain, ils se retrouvaient de plus en plus enfermés, divisés, isolés. La grève d'Alsthom en livre la vraie caricature. Par devant, on fait croire le slogan : "Tous unis derrière la revendication des 1500 francs". Par derrière, on négocie un sort différent pour les ouvriers, non seulement selon les usines, mais selon les ateliers.

Dans chaque grève, les ouvriers ont été en premier lieu poussés sur le terrain de l'hyper-corporatisme.

A la Sochata (filiale de la SNECMA), cet enfermement corporatiste s'est traduit par une grève de plus d'un mois où, dès le début, les ouvriers ont été conviés à une multiplication d'opérations commandos minoritaires, les isolant au maximum des autres ouvriers.

De plus, les syndicats ont empêché toute expression de solidarité ouvrière, non seulement à travers ce corporatisme exacerbé, empêchant d'emblée des ouvriers d'autres entreprises de se joindre à la lutte, mais aussi en transformant le conflit en problème purement local et régionaliste. C'est ainsi que chez Alsthom, la manifestation organisée à Belfort le 15 novembre, a été

l'occasion d'une action "journée territoriale de Belfort-mort".

Les syndicats divisent les ouvriers et les mènent à la défaite

En faisant de la surenchère revendicative irréaliste sur les salaires d'un côté et en poussant les ouvriers dans l'intransigeance et le jusqu'au boutisme vis-à-vis des négociations de l'autre, les syndicats ont conduit les ouvriers à la défaite la plus cinglante. Avec quelle méthode ? En incitant les salariés à réclamer "1500 francs ou rien" et en les appelant soit au boycott du référendum de la direction qui proposait une augmentation de 300 francs pour tous, soit à voter "non".

Et surtout en n'hésitant pas à recourir pour les convaincre aux arguments mensongers les plus répugnants. A l'appui du boycott du référendum, un leader syndicaliste de FO avançait : "La direction d'Air France avait organisé un référendum, c'est comme ça qu'elle a baisé les salariés", manière particulièrement crapuleuse de rejeter la responsabilité de la défaite à Air France sur le dos des ouvriers. En réalité, il faut rappeler que ce sont les syndicats, FO et CGT en tête, qui "ont baisé les ouvriers", lors du conflit d'Air France. Ils leur ont fait reprendre le travail en leur présentant le remplacement d'un PDG par un autre comme "une grande victoire", permettant six mois plus tard à ce nouveau PDG de faire approuver par référendum, avec l'entière bénédiction des syndicats, le même plan social, les mêmes attaques.

Mais on aboutit à plus grave encore. De la fin de toutes ces grèves, émerge un climat délétère et démoralisant de division généralisée qui affecte l'ensemble de la classe ouvrière. Pour les uns, subsiste l'illusion "d'avoir gagné" comme à Radio-France ou chez Pechiney-Aluminium à Dunkerque, où les hausses de salaires accordées (qui

ne pèseront pas lourd d'ici quelques mois) ont été présentées comme une grande victoire de la lutte. Pour les autres, où on n'a rien donné du tout, subsiste seulement la rancœur et l'amertume de la plus cuisante défaite, comme à Alsthom ou à la Sochata. De fait, la grève à l'usine de Pechiney a servi de piège pour pousser les ouvriers d'autres entreprises à entrer en lutte derrière les syndicats, sur le terrain du corporatisme le plus exacerbé. La manoeuvre de division et d'opposition entre les différents secteurs du prolétariat se trouve renforcée (d'autant que ce sont les ouvriers déjà les mieux payés ou les plus hautement qualifiés présentés comme une "élite privilégiée", qui se retrouvent les seuls "gagnants").

En réalité, chacun s'est fait avoir dans son coin. Pour étendre encore l'ampleur de la défaite, le jour du vote de la reprise du travail dans les usines de la région de Belfort, les syndicats appellent les ouvriers à se mettre en grève dans d'autres sites Alsthom. Mais le comble du cynisme est atteint lorsque la CGT appelle le lendemain à débrayer dans l'usine voisine de Peugeot-Sochaux. Avec la journée d'action FO-CGT ce jour-là dans les services publics, la grève d'Alsthom s'achève sur un climat de division maximum, et pas seulement entre piquets de grève et ceux qui voulaient reprendre le travail. Les syndicats sont parvenus à installer le règne de la plus large rivalité et opposition d'intérêts entre prolétaires par atelier, site, entreprise, entre grévistes et non-grévistes, secteur privé et secteur public, ouvriers en activité et ouvriers réduits au chômage.

Suivre les syndicats ne mène qu'à la défaite la plus amère. Les prolétaires ne peuvent que le payer très cher. Mais ils doivent retenir la leçon de cette expérience, ce n'est pas avec et derrière les syndicats que les prolétaires peuvent lutter.

CB (23 novembre)

L'Etat italien exploite la combativité ouvrière pour renforcer la gauche et les syndicats

Malgré les louables et loués efforts des «juges aux mains propres» contre les mafias, la crise politique en Italie s'aggrave sur fond de grèves.

Le richissime potentat des médias, Berlusconi, a focalisé la colère des ouvriers. Ce magnat du pouvoir assume la paternité d'une ligne dure sur le budget 1995, en particulier une attaque en règle contre les retraites : prolongation du nombre d'années pour avoir droit à la retraite, diminution de son montant, augmentation des impôts pour tous, y compris les chômeurs, diminution de la protection sociale.

Les organismes para-étatiques syndicaux se sont donnés les moyens d'opposer à Berlusconi d'importantes manifestations juxtaposées comme la gigantesque démonstration du 12 novembre à Rome, en tant qu'épilogue à leur «grève générale» presse-bouton du 14 octobre.

Nul doute que la colère est grande parmi les ouvriers. Dans les principales villes industrielles, Milan, Bologne, Turin, Gênes, Naples, des débrayages et des manifestations se sont produits. Mais cette colère face à une austérité sans précédent ne pouvait que tomber pour l'heure dans les voies ba-

lisées par les organismes syndicaux. La colère, qui ne demandait qu'à s'exprimer, est partie dans le sens où était prévue et orchestrée l'opposition des syndicats à Berlusconi ; l'ensemble de la classe politique bourgeoise s'est divisée en faucons anti-grèves et colombes «équitable», de la Ligue lombarde d'Umberto Bossi, de Forza Italia aux gauchistes de Rifondazione.

Dans le cadre de cette orchestration, la presse européenne a repris les titres des journaux italiens sur la «spontanéité» de nombre de débrayages, a mis en vedette les manifestations étudiantes et lycéennes, déplorant un Berlusconi «débordé», au bord de l'infarctus gouvernemental.

Or, plus la presse jetait l'adjectif «spontané», plus on nous vantait les manifestations lycéennes - elles aussi manipulées sous le mot d'ordre de «Non à la privatisation de l'école publique» - plus il apparaissait que la colère ouvrière était diluée dans ces défilés multiples d'étudiants, et passait au second plan lorsque la police chargeait délibérément pour blesser des étudiants. Or la leçon de toute cette agitation désordonnée, mais clairement ordonnée depuis des mois, apparaissait subi-

tement, quelques jours à peine après «la plus grande manifestation depuis la guerre» à Rome : le recul électoral du parti de Berlusconi aux élections municipales et la remontée des deux partis issus des cendres du PC italien, le PDS et Rifondazione Comunista. Lequel vote n'a en rien inquiété le gouvernement du sieur Berlusconi. La leçon de toute cette agitation est nette à double titre :

- l'annonce des attaques contre le régime de retraite a permis aux syndicats de s'arroger l'organisation de la colère ouvrière, les grèves «spontanées» n'étaient dues qu'à l'initiative des délégués d'ateliers syndicaux ou à celle des syndicalistes plus radicaux des comités de base (COBAS), sous influence gauchiste.

- les partis de gauche, laminés ces dernières années comme en France, ont recueilli électoralement les fruits de l'orchestration particulièrement ample du mouvement contre l'austérité ; ils avaient eux aussi organisés l'«encadrement», par la mise en avant dans les manifestations des slogans stériles sur un «Etat aux mains propres» : «Berlusconi devant les juges !», ou «Berlusconi en prison !» La bourgeoisie italienne, par sa capacité à occuper

et à dominer le terrain social, malgré les scandales, malgré la récente mise en cause pour corruption de son principal larbin gouvernemental, Berlusconi, montre sa force, sa capacité à exploiter la colère ouvrière pour la dévier dans l'impasse d'une revitalisation des partis de gauche.

La bourgeoisie, à travers ses multiples organismes syndicaux et ses divers partis officiels (des ex-staliniens aux néo-fascistes) a montré sa capacité à dévoyer la colère des ouvriers à ses propres fins. Mais, face à la colère croissante des masses ouvrières, la bourgeoisie a raison de son point de vue d'être inquiète pour l'avenir. Aussi, le sabotage de la combativité ouvrière, pour la période qui vient, ne se trouve pas dans un gouvernement plus cynique ou plus dur (d'autres chefs pourront relayer Berlusconi) ; non, elle se trouve dans la reconstitution d'une opposition de gauche plus substantielle, c'est-à-dire : avec des syndicats et des partis ou mouvements de gauche capables d'investir à nouveau tout le champ social, de manoeuvrer les expressions de colère ouvrière afin qu'elle ne déborde pas les limites de l'entreprise, de la région, ou d'une pâle protestation

confondue au milieu d'autres «acteurs sociaux», tels que les étudiants.

Et ce n'est ni pour un impossible Etat capitaliste propre ni pour une hypothétique démocratie incorruptible que les ouvriers peuvent se battre, mais pour leurs propres intérêts, qu'ils soient immédiats comme à long terme.

Rigault (24 novembre)

Lisez notre brochure

Courant Communiste International

les
syndicats
contre
la classe
ouvrière

Mai 85

10ff/70fb

VIE DE L'ORGANISATION

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 1985 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimum de 50 F (le préciser clairement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de « RI » ou 5 de la « Revue Internationale », ou des numéros encore disponibles du « Bulletin d'Etudes et de Discussions ».

SOUSCRIPTIONS

C (Bretagne) : 150 ; R. (Paris) : 100 ; Ph.P.R. (Paris) : 1000 ; K. (Besançon) : 30.

Lyon : Réunion publique de mai 94 : Jer : 300 ; Ja : 250 ; Cy : 50 ; Loïc : 20. Réunion publique de juillet 94 : Jer : 300 ; Ja : 300 ; Paul : 30. Réunion publique de septembre 94 : Ja : 300 ; Loïc : 20 ; Paul : 30.

Nantes : Réunion publique du 19 novembre 1994 : H. : 250 ; G. : 100 ; GP : 200 ; Julie : 200 ; Aboulafia : 100 ; W : 4.

Toulouse : Réunion publique du 23 septembre : Ra : 200 ; Ro : 200 ; In : 50 ; Chr : 60 ; Maj : 20 ; Ab : 30. Réunion publique du 27 octobre : Ra : 200 ; Pos : 10 ; Dan : 50 ; Ric : 50 ; MO : 100.

Tours : Réunion publique du 22 octobre 1994 : Cld : 50 ; Aboulafia : 50 ; Devisme : 20.

Total : 4824 F.

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des **réunions publiques** et des **permanences** dans plusieurs villes.

Dans une période où les forces révolutionnaires sont éparpillées, où la discussion, la réflexion politique font cruellement défaut dans les rangs du prolétariat, ces réunions correspondent au besoin de concentrer et ramasser toutes les préoccupations qui se font jour dans la classe ouvrière. Elles se veulent être un lieu ouvert d'échange de points de vue, d'orientation et

d'élaboration de la réflexion politique et théorique, ainsi qu'un lieu de réappropriation de l'histoire de notre classe.

Alors que dans les **réunions publiques**, les discussions s'organisent autour d'un thème précis introduit par un bref exposé de notre organisation, dans les **permanences**, le débat se développe à partir des questions et préoccupations des participants (actualité, histoire du mouvement ouvrier, approfondissement des positions politiques...).

SUR LE THEME:

Les syndicats mènent les ouvriers à la défaite

CLERMONT-FERRAND

Permanence le deuxième mercredi de chaque mois à 18 heures, à la brasserie de la gare routière, Boulevard Gergovia.

GRENOBLE

Permanence le samedi 3 décembre à 15 h, Brasserie "Le Savoie", avenue Felix Violet, face à la gare.
Vente de la presse au marché St Bruno le samedi 3 décembre à 10h30.

LILLE

Permanence le samedi 17 décembre à 14 h 30, à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse les 1^{er} et 3^e dimanches du mois de 11 h à 12 h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON

Permanence le vendredi 16 décembre à 20h30, brasserie "Paulaner", rue de la Barre, métro Bellecour.
Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi de chaque mois de 17 h 30 à 18 h 30.

MARSEILLE

Réunion publique le samedi 3 décembre à 20h30. Rendez-vous à partir de 20h15 à la sortie du M^o Chartreux.
Permanence les mardis 20 décembre et 10 janvier de 18 h 30 à 19 h 30 au bar-tabac « La Comète », cours Jean-Ballard (M^o Vieux-Port).
Vente de la presse le samedi 10 décembre de 11 h à 12 h au marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Réunion publique le samedi 17 décembre à 17 h à la salle de la Fraternité, 3, rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).
Permanence le vendredi 2 décembre à 20h30, à la même adresse.
Vente de la presse à la station du tramway, place du commerce, tous les deuxièmes mardis du mois, de 17h15 à 18h.

PARIS

Permanence le samedi 10 décembre de 18 h à 20 h, au 27, avenue de Choisy, M^o Porte-de-Choisy.

Vente de la presse au marché de St-Denis (M^o St-Denis-Basilique), le 2^e dimanche du mois, à partir de 11 h 30.

ROUEN

Vente de la presse le dimanche 11 décembre, de 11 h à 12 h, au marché le Clos St Marc, La Fontaine.

TOULOUSE

Réunion publique le jeudi 22 décembre à 21 h. Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourquette, route de Seysses, Toulouse.

Permanence les vendredis 9 décembre et 6 janvier, à 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).

Vente de la presse les dimanches 11 et 18 décembre, de 11 h à 12 h, au marché aux Puces (place St-Sernin).

TOURS

Permanence le samedi 10 décembre à 17 h au café-hôtel « Le Bordeaux », boulevard Heurteloup.
Vente de la presse tous les deuxièmes vendredis du mois de 10h30 à 11h30, au marché du Sanitas, place St-Paul.

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549
1001 GM Amsterdam - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869,
London WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 50863 Köln
Allemagne

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST

(Inde) (publication en langue Hindi)
Ecrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

BROCHURES

Les syndicats contre la classe ouvrière

(15 F + 8 F/18F pour frais d'envoi)

Nation ou classe

(15 F + 8 F/18F)

Letrotskysme contre la classe ouvrière

(30 F + 8 F/18F)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

(15 F + 8 F/18F)

Organisation communiste et conscience de classe

(15 F + 8 F/18F)

La décadence du capitalisme

(15 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période de transition

(20 F + 8 F/18F)

Bilan de la lutte des infirmières (octobre 88)

(10 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie

(80 F + 21 F/33F)

La Gauche hollandaise (120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme

(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (nouvelle édition)

(15 F + 8 F/18F)

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE

(12 numéros du journal) : FRANCE : 100 F - ETRANGER : 100 F - PAR AVION : 120 F

ABONNEMENT SIMPLE

(4 numéros de la *Revue internationale*) : FRANCE : 75 F - ETRANGER : 75 F - PAR AVION : 90 F

ABONNEMENT COUPLÉ

(journal + revue) : FRANCE : 170 F - ETRANGER : 170 F - PAR AVION : 210 F

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

- RI : abonnement à 3 : 240 F, à 5 : 400 F.

- *Revue internationale* : abonnement à 2 : 145 F, à 3 : 250 F.

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versements par chèque bancaire ou postal à l'ordre de : R.I. - CCP 2023302X - PARIS à adresser à la boîte postale de RI. Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI au CCP, veuillez expliquer les raisons du versement (abonnement journal ou revue, commande de brochure, soutien...)

RI, BP 581 -
75027 PARIS CEDEX 01

Attention, notre boîte postale change à partir du 1er mars 1995 :

RI, BP 2806 -
75028 PARIS CEDEX 01

Courant Communiste International

Revue Internationale / 79

4^e trimestre 1994 15F / 100 fb

Editorial LES GRANDES PUISSANCES REPENDENT LE CHAOS

Commémorations de 1944
50 ANS DE MENSONGES IMPERIALISTES
(2^e partie)

Documents
LA GAUCHE COMMUNISTE DE FRANCE
EN 1944

Milieu politique prolétarien
Polémique avec *Prometeo* - *Communist Review*
LA CONCEPTION DU BIPR
DE LA DECADENCE DU CAPITALISME

Le communisme n'est pas un bel idéal
mais une nécessité matérielle, X
ANARCHISME OU COMMUNISME

APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires. C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les

comptes-rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

QUELQUES LIBRAIRIES OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS :

« Contact » - rue Lepneveu

BORDEAUX :

« Le Roi Lire » - rue S^c-Catherine

BREST :

« Maison de la Presse » - 64, rue Jean-Jaurès

CLERMONT-FERRAND :

« Le Papyvère » - 3, rue de l'Ente

Librairie « Jean-Rome » - 1, rue des Gras

« Maison de la Presse » - place de Jaude

DIEPPE :

« Maison de la Presse » - 102, Grande-Rue

DUNKERQUE :

« Maison de la Presse » - 34, rue Poincaré

GRENOBLE :

« Le Sphinx » - 6, rue Brocherie

« L'encre sympathique » - 6, rue Saint-Laurent

LAVAL :

« Point presse » - Centre Cst La-Mayenne

« Maison de la Presse » - place de La-Trémoille

LEHAVRE :

« Presse des Halles » - 27, place des Halles-Centrales

LILLE :

« Galerie » - 57, rue de Béthune

Café-restaurant « Le Rainbow » - 17, rue du M^{al}-de-Lattre-de-Tassigny

« Le Comte de Monte-Cristo » - Centre commercial V2, n° 84, Villeneuve-d'Ascq

LYON :

« La Gryphe » - 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e)

« La Proue » - 15, rue Childebert (2^e)

MARSEILLE :

« Odeur du Temps » - 35, rue Pavillon (1^{er})

« Librairie des 2 Mondes » - 52, rue des Trois-Mages (6^e)

« Kiosque de la Presse » - 56, bd de Strasbourg (face aux Douanes)

MELUN :

« La Porte Ouverte » - 19, rue du G^{al}-de-Gaulle

MONTAUBAN :

« Maison de la Presse » - rue de la République

MONTPELLIER :

Librairie « Sauramps-Le Triangle » - Allée J.-Milhaud

NANTES :

« Vent d'Ouest » - 5, pl. du Bon-Pasteur

« Lanoë » - 2, rue de Verdun

« Librairie des Boulevards » - 20, bd des Anglais

NICE :

« Le Temps de Vivre » - 50, bd de la Madeleine

ORLEANS :

« Temps Modernes » - rue N-D-de-la-Délivrance

PARIS :

« L'Herbe Rouge » - 1 bis, rue d'Alésia (14^e)

« Parallèles » - 47, rue St-Honoré (1^{er})

« FNAC » - Forum des Halles (1^{er})

« La Boulangerie » - 67, rue de Bagnaux (Montrouge)

SAINT-ETIENNE :

« Librairie de Paris » - rue Michel-Rondet

« Utopia » - rue Pierre-Berard

SAINT-NAZAIRE :

« Le Temps de Vivre » - 71, rue Jean-Jaurès

TOULON :

« Hall de Presse » - bd M^{al}.

Leclerc

TOULOUSE :

« Toulouse Presse » - 60, rue Bayard

« FNAC » - 81, bd Carnot

« Les Arcades » - place du Capitole

TOURS :

« Librairie » - 104, rue Colbert.

DISTRIBUÉ

PARLESN.M.P.P.

Imprimerie G.-Tautin - 9, cité Beauharnais 75011

Directeur de la publication : D. Van Celst

Numéro de Commission paritaire : 54267

LA FAILLITE DU CAPITALISME EN CRISE

Depuis plusieurs mois, avec de plus en plus de vigueur, la bourgeoisie nous martèle avec un aplomb et un cynisme incroyables un mythe, celui de la reprise économique. Ce battage exprime en fait un besoin vital : celui de contrer le sentiment grandissant au sein du prolétariat que, face aux attaques et à l'explosion du chômage, les gestionnaires du capital ne peuvent offrir aucune solution adaptée. Parce qu'elle n'est pas à un mensonge près et qu'elle ne peut s'avouer ouvertement la faillite du capitalisme, la bourgeoisie ne peut que tenter de nous faire prendre des vessies pour des lanternes. Mais, disent-ils, regardez les chiffres, la reprise n'est-elle pas un fait acquis ?

Une reprise illusoire...

La bourgeoisie appuie en effet son mensonge sur des indices statistiques ; notamment ceux de l'emploi, de la production industrielle et de la consommation. Elle nous exhibe la nouvelle baisse du taux du chômage américain qui est passé de 7,7% en juin 92 à 5,8% en octobre 94. En fait, ces chiffres traduisent une aggravation que nous avions déjà évoquée : *"Qu'est-ce que cela signifie pour la classe ouvrière ? Tout simplement que des millions d'emplois stables et bien rémunérés ont été détruits et que les nouveaux emplois sont précaires, instables et le plus souvent mal payés."* ("Revue Internationale" n°76). Depuis, la tendance s'est alourdie. Les dégraissages continuent, notamment dans les grands fleurons de l'industrie américaine. Depuis un an, 500 000 suppressions de postes dans les grands groupes ont été annoncées... et ce n'est pas fini ! On nous vante le fait que, dans les pays européens de l'OCDE, le taux de chômage serait resté "stable". Or, il s'agit de taux "standardisés", c'est-à-dire révisés à la baisse par un nouveau mode de calcul et de nouveaux "critères" (1) : comme par enchantement, des millions de prolétaires jetés à la rue sont radiés des listes. Et même dans ce cadre, les chiffres officiels enregistrent des hausses, comme en France où on a enregistré 14 000 chômeurs de plus en septembre. Là aussi, la bourgeoisie a une "explica-

tion". Voici celle de M. Giraud, ministre du Travail (tenez- vous bien et ne riez pas) : c'est *"l'inscription de personnes n'ayant jamais travaillé qui souhaitent entrer dans le marché du travail à l'heure de la reprise économique"* (2) qui explique cette poussée du chômage. Autrement dit, tout le monde se bouscule au portillon pour ne pas rater les "jobs de la reprise".

De qui se moque-t-on ? Que signifie *"la très sensible augmentation du nombre d'emplois créés"* dont Giraud parle par ailleurs ? Concrètement : une offre d'emploi pour cent demandes ! Voilà la réalité ! Lorsque les chômeurs s'entassent de la sorte, l'économie est-elle en bonne santé ?

L'autre "indice de conjoncture" prouvant l'"accélération de la croissance" serait celui de la production industrielle. Or, au delà du fait que l'on prévoit déjà un ralentissement au second semestre 1994, les résultats "acquis" ne sont qu'artificiels. Pour preuve, le secteur essentiel que constitue les biens d'équipement stagne. Idem concernant le bâtiment. Enfin, globalement, la consommation n'est pas au rendez-vous dans les pays industrialisés. Ainsi, en France par exemple, les ventes dans le grand commerce ont reculé de 2,3% en octobre.

... à laquelle la bourgeoisie elle-même ne croit pas

Plus significatif encore, l'investissement reste en panne. La faiblesse extrême de ses taux est la preuve que la bourgeoisie elle-même ne croit pas à la reprise. En France, si l'investissement productif des entreprises est remonté de 1% en 1994 (après avoir chuté jusqu'à -16% en 1993), il reste bien en deçà des 9% de 1989, date du début de l'actuelle récession (3). Comment la situation pourrait-elle s'améliorer, alors que l'investissement productif ne décolle pas ? Les Etats poursuivent pourtant leur politique d'endettement massif ; endettement qui, en rendant l'argent de plus en plus cher, pousse les taux d'intérêts à la hausse, ce qui provoque à nouveau une baisse des investissements productifs : le serpent se mord la queue ! La saturation des marchés

n'encourage pas à investir dans la production. Pour ces raisons, les capitaux s'orientent prioritairement dans les placements spéculatifs, en bourse, où ils se coupent de plus en plus radicalement de la production et de l'économie réelle. Mais, même dans ce domaine, les jours heureux des golden-boys aux profits colossaux sont terminés. Cela se traduit par d'importantes secousses et baisses sur les marchés financiers, ce qu'on appelle pudiquement le "krach larvé", obligeant l'intervention massive des banques centrales. Comment dans un tel contexte les investisseurs pourraient-ils avoir confiance ?

La demande se contracte et l'inquiétude se renforce. C'est ce dont témoigne le président d'une Union Patronale : *"Je doute que beaucoup de patrons soient enthousiasmés. Les politiques parlent de reprise, mais les carnets de commandes ne se rechargent guère."* La "reprise" n'est donc... qu'idéologique.

Un système miné de l'intérieur

L'économie capitaliste est donc de plus en plus malade. La bourgeoisie peut bien tout tenter pour nous faire espérer une guérison, rien n'y fait : la crise actuelle marque bel et bien la faillite généralisée de son système. Alors que la misère la plus noire sévit toujours plus et partout, le système dévoile là ses morbides contradictions.

L'humanité crève aujourd'hui, non pas de pénurie, mais parce qu'il y a trop de tout. Une surproduction, non pas en regard des besoins humains, mais par rapport aux besoins capitalistes : les marchés solvables et le profit. Après des récessions de plus en plus destructrices, après la faillite des pays du Tiers-Monde et de l'Est, c'est le cœur du capitalisme qui s'effondre. Devant l'impossibilité d'élargir la planète pour trouver des marchés vierges ou d'imposer au prolétariat sa solution radicale qu'est la guerre mondiale, la bourgeoisie se trouve acculée à accentuer ses sempiternelles "solutions" : la fuite en avant dans l'endettement. Aujourd'hui encore, elle plonge avec délice dans le crédit, après en avoir pourtant déjà usé et abusé dans les années 70 et 80. Tel un "junkie", l'économie mondiale ne

trouve rien d'autre que de se "fixer" à nouveau et à haute dose, à coups de déficits budgétaires faramineux et d'une fuite en avant consistant à tirer des traites sur l'avenir, qui ne pourront jamais être honorées. Cette tricherie avec ses propres lois est devenue le mode "normal" de son fonctionnement. Les chiffres donnent le vertige : les Etats-Unis, première puissance mondiale, en arrivent aujourd'hui à quelque 13 000 milliards de dollars de dette, ce qui équivaut à quatre fois celle des pays du Tiers-Monde ; globalement les pays industrialisés voient ainsi leur endettement représenter en moyenne 70% de leur PIB (c'est à dire 70% de l'ensemble des richesses produites en une année dans un pays).

Le constat est donc simple : jamais l'assainissement d'une telle situation ne sera possible. Le crédit ne peut plus aujourd'hui jouer le rôle de cache-misère qui lui était dévolu dans les années 80. L'image de l'endettement cautère sur une jambe de bois n'est même plus valable : c'est le remède lui-même qui est aujourd'hui atteint d'hypertrophie et qui, non seulement ne soigne pas, mais au contraire renforce la maladie qu'il prétend combattre. Les palliatifs à la crise sont donc aujourd'hui eux-mêmes en crise. La machine ne répond plus et l'enfoncement dans le gouffre de la faillite généralisée se poursuit.

Faire payer encore et toujours sa crise à la classe ouvrière

Après les attaques inouïes qu'ils ont déjà subi dans ce début des années 90, les ouvriers vont en subir d'encore plus grandes. Le chômage, la misère et les larmes : la voilà la vraie solution que nous propose la bourgeoisie ! Les "experts", ceux de l'OCDE par exemple, sont formels et *"brossent un tableau pessimiste des marchés du travail pour les années à venir"* (4), tandis que d'autres "spécialistes" annoncent tout de go qu'il y a en France *"28% d'emplois stables menacés"* (5). Les conditions de survie des chômeurs vont encore être attaquées ; il s'agit, entre autres, de *"mettre les chômeurs au travail (...) même quand ce travail ne rapporte pas le minimum de subsis-*

tance." (6) Ajoutez à cela la précarité généralisée, la pression sur les actifs (avec la litanie : "Si tu n'es pas content, il y en a cent qui peuvent prendre ta place"), les baisses de salaires et de prestations sociales, le poids accru de la fiscalité, le retour en vue de l'inflation, et vous aurez la recette du sordide cocktail que nous prépare la bourgeoisie.

Quant aux "super-profits" des entreprises qu'on nous présente comme un témoignage de santé florissante et du redémarrage de l'économie, ils ne sont dus qu'à la surexploitation des buvriers et à la compression énorme de leurs salaires. Face à la réalité barbare du capitalisme agonisant et aux discours fumeux de la bourgeoisie, une seule et unique solution est à l'ordre du jour : la mise à bas de ce système de mort et de misère par le prolétariat, seule force capable de proposer et imposer une perspective : celle de la société communiste.

W.H

- 1) Chiffres alignés sur le Bureau International du Travail (Cf RI 237).
- 2) "Le Monde" du 3-11-94.
- 3) "Le Monde", "Dossiers et Documents" n°221.
- 4) Rapport de l'OCDE sur l'emploi (janvier 1994).
- 5) Centre d'Etudes des Revenus et des Coûts.
- 6) Revue théorique des "bons socialistes" du SPD. Cité par "Problèmes Economiques" du 2-9/11/94.

Lisez notre brochure

LA DECADENCE DU CAPITALISME



courant communiste international
revue de théorie / littérature / politique

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'Est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe

ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entremassacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière » ni de « prendre le pouvoir »

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'*Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, l'*Internationale Socialiste*, 1884-1914, l'*Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.